



Le Liban va au-devant d'un conflit

Par [Ghina Nahfawi](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2007

[Horizons et Débats, 7e Année, no 4](#) 30
janvier 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Le Liban va au-devant d'un conflit

par **Ghina Nahfawi**

Apparemment, le Liban va au-devant d'un conflit. Le *Hezbollah* exige un gouvernement d'entente nationale et pour donner plus de poids à sa revendication, il menace le gouvernement d'étendre les manifestations exigeant des élections anticipées. Les manifestations de rue sont un cauchemar pour la plupart des Libanais. Victimes de la violence depuis plus de trois décennies, ils savent qu'elle ne peut qu'entraîner la violence et attiser les haines.

Des centaines de milliers de Libanais venus de toutes les régions du pays se sont rassemblés dans le centre de Beyrouth pour y organiser une manifestation demandant la démission du gouvernement de *Fouad Siniora*. Elle traduit le mécontentement du peuple face à une grave crise entre l'opposition et le gouvernement. La raison principale est peut-être à chercher dans le désaccord sur la politique à mener face aux deux camps qui se reprochent mutuellement d'être soumis à l'étranger. Le gouvernement soupçonne les partis d'opposition - le *Hezbollah*, le *Mouvement Amal*, *AlMerdah* et le *Courant patriotique libre* - d'être à la botte de l'axe Syrie-Iran tandis que le gouvernement - *Al-Mustaqbal*, *Forces Libanaises*, *Phalange*, *Parti socialiste révolutionnaire* - se voit accusé de faire le jeu des Américains au Proche-Orient.

Le conflit s'est aggravé lorsque les ministres chiites ont démissionné. Ils accusaient le gouvernement de privilégier certains partis quand il s'agissait de prendre des décisions. Aussi l'opposition et ses partisans ont-ils demandé la démission du gouvernement. Selon elle, celui-ci n'a plus de légitimité puisqu'une des communautés religieuses les plus importantes, les chiites, n'y figure plus. Cependant, le gouvernement n'a pas démissionné. Il a poursuivi son travail et a pris des décisions fatales comme celle de la création d'un Tribunal international.

Bien que les deux camps cherchent des soutiens et des partisans appartenant à diverses communautés religieuses et à plusieurs régions, la religion continue d'être la raison principale de cette guerre. Il s'agit surtout du conflit entre chiites et sunnites qui ne maîtrisent parfois plus la situation: Lors d'une rixe entre jeunes militants d'Al Mustaqbal et d'autres du Mouvement Amal dans le quartier Qasqas de Beyrouth, plusieurs personnes ont été blessées et un jeune homme, *Mahmoud Ahmed*, a été tué.

Depuis 50 jours, la situation dans la capitale n'a pas changé. Jour et nuit, il y a des sit-in et

les manifestations quotidiennes de l'opposition en face du Grand Sérail, siège du gouvernement. Les manifestants réclament la démission du gouvernement. De son côté, le gouvernement continue à se réunir et à accueillir quotidiennement des représentants du peuple jouissant d'une grande popularité, représentants qui soutiennent le gouvernement et condamnent les manifestations. Pendant ce temps-là, le Liban perd tous les jours des millions de dollars parce que l'économie de Beyrouth est paralysée. Depuis qu'il y a des sit-in, les magasins, les restaurants et les cafés sont fermés. Les propriétaires ont fait faillite et leurs employés sont au chômage.

Le gouvernement ignore les sit-in de l'opposition et s'efforce de mettre un terme à la crise. De son côté, l'opposition n'a pas de programme politique, économique et social pour sauver le pays. Pour le sortir de l'impasse, le gouvernement entre en conflit avec la conférence de Paris III tandis que l'opposition a enfin réussi à faire en sorte que les syndicats rassemblent, le 9 janvier, des centaines de sympathisants devant le ministère des Finances afin de protester contre le projet de budget du gouvernement pour l'année en cours. Ainsi, grâce à la Conférence de Paris III, on a essayé d'aider le Liban.

L'opposition a soutenu la manifestation des syndicats et, en contrepartie, elle a invité les sympathisants à soutenir le mouvement antigouvernemental. On sait qu'au Liban, les syndicats ne mènent pas de luttes traditionnelles. Comme toutes les autres institutions libanaises, ils dépendent des communautés religieuses et de leurs adhérents, surtout dans des régions administrées par la Syrie. Il est probable que les deux camps instrumentalisent les syndicats. On sait que, depuis la guerre au Liban, les syndicats n'ont pas joué un rôle positif. Par exemple, le salaire minimum, qui est assez bas depuis des années, est resté le même.

Craignant des critiques des communautés religieuses, certains syndicats ont refusé de participer aux manifestations pour éviter des protestations de ces communautés et des réactions des autorités libanaises. Mais la plupart des syndicats continuent de faire la grève devant de nombreux ministères et d'autres institutions gouvernementales pour réclamer une modification du budget adopté par le gouvernement car, à leurs yeux, il a été établi par un gouvernement illégitime qui ne représente pas tous les Libanais. Il en va de même des autres décisions.

Donc aussi bien le gouvernement que l'opposition se trouvent en difficulté. Pour sauvegarder la paix civile et éviter des clivages religieux à cause de certaines influences nationales et internationales, les deux camps doivent faire des concessions. Si le pays s'effondre, tout le monde sera perdant.

L'alliance du 14 mars accuse la Syrie de contrebande d'armes vers le Liban

D'un autre côté, le 16 janvier, la majorité de l'Alliance du 14 mars a accusé certains groupuscules qui sont en contact avec les Services secrets syriens de faire de la contrebande d'armes à destination du Hezbollah dans l'intention de déstabiliser le pays.

L'Alliance, qui soutient le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora, a fait savoir dans un communiqué de presse que cette contrebande d'armes en provenance de Syrie vise à «déstabiliser» le Liban. Elle est interdite par la Résolution 1701 du Conseil de la Sécurité.

Dans le communiqué, on peut lire: «Nous attirons l'attention de la Ligue Arabe et des Nations unies sur ces pratiques persistantes du régime syrien au Liban. [...] Des troupes qui entretiennent des contacts directs avec les Services secrets syriens transportent les nouvelles livraisons d'armes et les distribuent dans des zones sensibles du Liban, surtout dans l'ouest de la Bekaa, à Rachaya et dans certaines régions du Mont Liban.»

La Résolution 1701 a mis fin l'été dernier à la guerre de 34 jours entre le Hezbollah et Israël, et a interdit les livraisons illégales d'armes au Liban, surtout à travers la frontière ouverte avec la Syrie.

Les troupes de maintien de la paix des Nations unies ont l'ordre de patrouiller dans les eaux territoriales du Liban pour arrêter des bateaux soupçonnés de livrer au Hezbollah des armes en provenance d'Iran ou d'ailleurs.

Le Hezbollah est le seul groupe politique armé du Liban. Il refuse de déposer les armes sous prétexte qu'il en a besoin pour la lutte contre Israël au cas où il envahirait le Liban.

Le Hezbollah a l'intention de bloquer les routes principales du Liban

Une partie de sa stratégie visant à renverser le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora consiste à menacer de bloquer toutes les routes principales du Liban. Le 17 janvier, *Mahmoud Qammati*, membre du Bureau politique du Hezbollah, a déclaré à la chaîne de télévision Al-Arabiya que l'opposition, dirigée par le Hezbollah, envisage «de bloquer les routes nationales du territoire libanais».

L'ex-Premier ministre *Omar Karami* a en outre déclaré que l'opposition allait intensifier peu à peu ses manifestations, comme elle l'a fait le 20 janvier et que les décisions adoptées par l'opposition seraient progressivement appliquées à partir du 20 janvier.

Au même moment, le parlementaire *Michel Murr* déclarait que les manifestations ne voulaient pas dire qu'il y avait des gens armés dans les rues ou qu'il y avait un risque de confrontation religieuse.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports *Ahmad Fatfat* a menacé le Hezbollah de faire intervenir les forces de l'ordre si les manifestants empiétaient sur la liberté des citoyens.

Liban, 20 janvier 2007.

Traduction: [Horizons et débats, 7e année, no 4](#), 29 janvier 2007.

La source originale de cet article est [Horizons et Débats, 7e Année, no 4](#)
Copyright © [Ghina Nahfawi](#), [Horizons et Débats, 7e Année, no 4](#), 2007

Articles Par : [Ghina Nahfawi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca